



Département de la
Seine-Maritime

Le 14 Septembre 2015

Question n° 14

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20150917-M_D150914_14-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/09/2015

Publication : 17/09/2015

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	32
Nombre de Pouvoirs	1
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Septembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **31 Août 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusée ayant donné pouvoir :

Stéphanie ONFROY (Pouvoir à Alexandre MORA).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 14 SEPTEMBRE 2015

QUESTION : n° 14

1-3

OBJET : Installation par la Ville d'une borne de recharge pour véhicules électriques dans le centre-ville de Montivilliers – Signature de la convention financière avec la Région – Autorisation

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier LARDANS

Par délibération en date du 23 Février 2015, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement pour le financement et l'installation d'une borne de recharge pour les véhicules électriques dans le centre-ville en complément du programme CO.D.A.H de déploiement de ces infrastructures pilotées par la Région.

Une présentation de ce projet a par ailleurs eu lieu lors de la Commission Espaces Publics du 24 Avril dernier.

L'instruction de ce dossier suit son cours et il est maintenant nécessaire de passer une convention financière avec la Région et l'ADEME afin de pouvoir bénéficier des aides financières prévues.

Pour rappel, le plan de financement de l'opération est le suivant :

<u>DEPENSES</u>		<u>FINANCEMENT</u>	
Coût d'installation de la borne y compris signalétique	12 000 € HT	Subvention ADEME (50% du HT limité à 6000€)	6 000 €
Coût du raccordement ERDF	2 000 € HT	Subvention REGION (20% du HT)	2 400 €
TVA	2 800 €	Budget ville (822/2151)	8 400 €
<u>TOTAL TTC</u>	<u>16 800 €</u>	<u>TOTAL</u>	<u>16 800 €</u>

Aussi, je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention financière ci-jointe avec la Région ainsi que celle qui sera présentée ultérieurement par l'ADEME.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 32 Voix Pour et 1 Contre (Aurélien LECACHEUR)

Ainsi délibéré, les jour, mois et an sus dits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,

Date de prise en compte des dépenses : 10/01/2013 au 31/12/2018
date butoir de production des justificatifs : 31/03/2019
Date d'échéance de la convention : 31/12/2019

Convention pour l'attribution d'une subvention d'investissement pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides

Entre :

La Région Haute-Normandie, dont le siège est situé 5 Rue Schuman
BP 1129 - 76 174 Rouen Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Nicolas MAYER-
ROSSIGNOL dûment habilité par délibération de la commission permanente du Conseil
Régional en date du 21 Septembre 2015,

Ci-après désignée par les termes "la Région",

D'une part,

Et :

La Ville de Montivilliers, situé Place François Mitterrand 76290 Montivilliers,
représenté par son Maire, Daniel FIDELIN, habilité à cet effet par l'assemblée délibérante en
date du 14 Septembre 2015,

Ci-après désigné par les termes « le bénéficiaire »,

D'autre part.

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I. EXPOSE :

La mobilité électrique constitue un enjeu sociétal dans la nécessaire réduction des émissions de gaz à effet de serre et pour l'amélioration de la qualité de l'air, plus spécifiquement dans les zones soumises à PPA telle que la région Haute-Normandie.

Le maillage du territoire en bornes de recharge constitue un des freins à lever pour le développement de l'utilisation du véhicule électrique. C'est pourquoi la Région a saisi l'opportunité offerte par le « dispositif d'aide au déploiement d'infrastructures de recharge pour les véhicules hybrides et électriques » piloté par l'ADEME pour engager un ensemble de réflexions concertées avec les collectivités locales.

Par courrier du 13 Janvier 2015, la Ville de Montivilliers a sollicité le soutien financier de la Région Haute-Normandie pour déployer 1 borne de recharge.

La présente convention définit les caractéristiques et le montant des dépenses de l'opération de déploiement de bornes. Elle fixe également le montant et les conditions d'attribution de l'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire par la Région.

II. CONVENTION :

Article 1 : Objet de la subvention :

Conformément à l'annexe financière jointe, la Région s'engage à soutenir financièrement le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides porté par le bénéficiaire, ci-après désigné par le terme « l'opération ».

Article 2 : Montant de l'aide et dépenses éligibles :

Le montant global de la subvention régionale pour l'opération visée à l'article 1^{er} s'élève au maximum à 2 400 € pour un coût prévisionnel, détaillé en annexe, de 14 000 € HT, dont 12 000 €HT de dépenses subventionnables.

Les coûts éligibles sont uniquement les coûts du matériel, de génie civil et de raccordement au réseau du distributeur d'électricité. Ne sont pas éligibles notamment les coûts d'ingénierie, de maintenance, d'abonnement, d'exploitation ou les coûts liés au renforcement du réseau primaire ou à la promotion du service.

Les dépenses éligibles sont HT.

Article 3 : Modalités de mandatement :

Les crédits nécessaires au mandatement de la subvention seront prélevés sur le chapitre 909, article 9091, compte 20421, sur l'opération P021O007, sur l'enveloppe P021E23 du budget régional.

Périodicité des mandats :

Si le montant de la subvention régionale est supérieur à 20 000 € :

SANS OBJET

Si le montant de la subvention régionale est inférieur à 20 000 € :

La subvention régionale, d'un montant de 2 400 € sera réglée en une fois sur production :

- du rapport définitif prévu à l'article 4,
- d'un état récapitulatif des dépenses visé du Trésorier et accompagné des justificatifs correspondants.

Modalités de calcul du montant de la subvention :

- Si le montant de l'assiette éligible du projet subventionné est inférieur au montant prévisionnel, soit 12 000 €, la subvention régionale sera calculée au prorata de l'assiette éligible définitive,
- Si le montant de l'assiette éligible du projet subventionné est supérieur au montant prévisionnel, soit 12 000€, la subvention régionale sera plafonnée au montant fixé,
- Si le montant de la subvention calculé au prorata des dépenses est inférieur au montant des acomptes versés, un titre de recettes sera émis à l'encontre du bénéficiaire pour le montant trop perçu.
- En cas de recettes supplémentaires non prévues au budget prévisionnel initial, la Région se réserve le droit de diminuer la subvention régionale, par voie d'avenant.

Les dépenses seront prises en compte par la Région du 10 Janvier 2013 au 31 Décembre 2018 et devront être, en tout état de cause, acquittées avant le 31 mars 2019, date butoir de production des justificatifs.

Les documents énumérés ci-dessus devront être fournis **en 3 exemplaires**.

Article 4 : Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,
- à porter à la connaissance de la Région toute modification concernant :
 - la désignation du représentant légal,
 - la domiciliation bancaire,
- à faciliter le contrôle par la Région ou par toute autre personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.

En outre, en termes de suivi d'opération, le bénéficiaire s'engage à fournir :

Si le montant de la subvention régionale est supérieur à 20 000 € :

- chaque année avant le 31 Janvier et jusqu'à remise du rapport définitif un rapport d'avancement annuel, en 3 exemplaires, comportant :
 - le nombre de points de charge installés,
 - les caractéristiques techniques de ces points de charge (puissance, type de socle de prise ou de connecteurs, mode de paiement, etc.)
 - la conformité de ces points de charge en matière d'interopérabilité des services de recharge avec les exigences du dispositif d'aide en faveur du déploiement d'infrastructures de recharge des investissements d'avenir,
 - la localisation des points de charge,
 - les conditions d'utilisation (accessibilité, tarification, etc.) des bornes par les utilisateurs et notamment la date (éventuellement prévisionnelle) de mise en service,
 - le déroulement des travaux :

- vision budgétaire : coûts réels des travaux faisant apparaître les postes de dépenses (matériel, génie civile, raccordement), nouvelle prévision budgétaire,

- vision planning : calendrier de réalisation ajusté.

- une fois l'opération terminée, un rapport définitif en 3 exemplaires, consolidant les informations des rapports d'avancement annuel et comportant les informations statistiques suivantes :

- le nombre de connexions par borne de recharge (en rappelant le nombre de points de charge associés à la borne, la localisation géographique de la borne, le type de charge [normale, accélérée ou rapide] que permettent la borne et la durée concernée),

- le nombre de connexions par tranches de durée de charge (tranches 0-1h, 1-2h, 2-4h, 4-8h, 8h et plus) par borne de recharge (présentation sous forme d'histogramme),

- Energie (en kWh) fournie par borne de recharge,

- Taux d'utilisation par point de charge,

- Nombre d'abonnés au service de recharge (si le service nécessite un abonnement).

Si le montant de la subvention régionale est supérieur à 20 000 € :

- une fois l'opération terminée, un rapport définitif en 3 exemplaires, comportant les informations suivantes :

- le nombre de points de charge installés,

- les caractéristiques techniques de ces points de charge (puissance, type de socle de prise ou de connecteurs, mode de paiement, etc.)

- la conformité de ces points de charge en matière d'interopérabilité des services de recharge avec les exigences du dispositif d'aide en faveur du déploiement d'infrastructures de recharge des investissements d'avenir,

- la localisation des points de charge,

- les conditions d'utilisation (accessibilité, tarification, etc.) des bornes par les utilisateurs et notamment la date (éventuellement prévisionnelle) de mise en service,

- le coût réel des travaux faisant apparaître les postes de dépenses (matériel, génie civile, raccordement),

- le nombre de connexions par borne de recharge (en rappelant le nombre de points de charge associés à la borne, la localisation géographique de la borne, le type de charge [normale, accélérée ou rapide] que permettent la borne et la durée concernée),

- le nombre de connexions par tranches de durée de charge (tranches 0-1h, 1-2h, 2-4h, 4-8h, 8h et plus) par borne de recharge (présentation sous forme d'histogramme),

- Energie (en kWh) fournie par borne de recharge,

- Taux d'utilisation par point de charge,

- Nombre d'abonnés au service de recharge (si le service nécessite un abonnement).

Article 5 : Communication :

Le bénéficiaire s'engage à valoriser le concours de la Région, lors des opérations de communication externe et sur ses supports de communication selon les modalités suivantes :

- intégration, de façon lisible et apparente, du logotype de la Région Haute-Normandie, sur tout support de communication relatif à l'opération (affiches, dossiers de presse, panneaux d'exposition, cartons d'invitation, tracts, mailing, Internet...). Tous les documents sur lesquels apparaissent le logo et/ou la mention « Région Haute-Normandie » -exceptés les supports génériques de communication du type proposition de sites- devront être présentés pour validation au moins 72 heures avant impression au Service Communication de la Région ;

- mention, lors de toute opération de communication, du soutien de la Région Haute-Normandie (inauguration, opération presse et de relations publiques notamment), invitation des représentants de la Région à ces opérations,

- prise de parole lors des opérations de communication susvisées, dans le respect du protocole républicain.

Le bénéficiaire autorise la Région à utiliser ses noms, logo et projets soutenus pour sa communication interne et externe.

Le bénéficiaire s'interdit d'utiliser son image et celle de la collectivité dans tout domaine pouvant nuire à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à l'image de la Région.

La Région et le bénéficiaire s'engagent à s'informer mutuellement de tout changement de leur charte graphique respective intervenant au cours de la présente convention.

Article 6 : Restitution :

Seront restituées à la Région :

- tout ou partie de la subvention, en cas d'exécution non conforme au projet initial faisant l'objet de la subvention et décrit à l'article 1^{er}. Une exécution non conforme s'entend d'une différence de nature et/ou d'utilisation du projet par rapport à la demande initiale,

- les sommes qui auront fait l'objet d'un titre de recette conformément à l'article 3,

- les sommes utilisées pour des dépenses non prévues dans le budget prévisionnel ci-annexé,

- la totalité des sommes perçues en cas d'inexécution par le bénéficiaire de ses obligations, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours.

En outre, la Région se réserve le droit de diminuer de 10 % le montant de la subvention indiquée à l'article 2, en cas de non-respect par le bénéficiaire de ses obligations en matière de communication telles que prévues à l'article 5, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée totalement ou partiellement infructueuse dans le délai indiqué dans cette mise en demeure.

Dans ces hypothèses, un titre de perception sera émis à l'encontre du bénéficiaire.

Article 7 : Durée de la convention :

La convention prend effet à compter de sa date de notification et s'achève au 31 Décembre 2018 pour permettre à :

- l'association de fournir les documents justificatifs prévus et,

- à la Région de procéder aux vérifications nécessaires conformément aux articles 3 et 5.

Article 8 : Résiliation :

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations, l'autre partie pourra, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours, résilier de plein droit la présente convention, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Litiges :

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Rouen.

Fait à Rouen, le.....

En 2 exemplaires originaux

POUR LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL

POUR LE MAIRE DE MONTIVILLIERS

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Daniel FIDELIN

Annexe 1

Bénéficiaire	recharge normale			recharge accélérée			recharge rapide			TOTAL ELIGIBLE	Aide régionale maximale
	PDC	Coût total	Coût éligible	PDC	Coût total	Coût éligible	PDC	Coût total	Coût éligible		
Ville de Montivilliers	0	0 €	0 €	2	14 000 €	12 000 €	0	0 €	0 €	12 000 €	2 400 €